

Termes de référence

Objectifs :	Recrutement conjoint (UNICEF, PNUD, FAO) d'un bureau d'études spécialisé pour la réalisation d'une étude diagnostic comprenant trois composantes : 1- La réalisation d'une évaluation de la disponibilité des ressources en eau, des opportunités de mobilisation des eaux conventionnelles et non-conventionnelles et de l'accès à l'eau au niveau local et régional dans les gouvernorats de Kairouan et Gafsa 2- La réalisation d'un mapping des acteurs locaux et régionaux impliqués dans la gestion et l'utilisation de l'eau et le développement d'une plateforme de dialogue sur la gestion de l'eau 3- La réalisation d'une évaluation du degré d'accès des femmes et travailleuses agricoles aux ressources naturelles et sa gouvernance
Type de contrat :	Contrat Individuel <input type="checkbox"/> Contrat Institutionnel <input checked="" type="checkbox"/>
Type de Consultation :	National <input checked="" type="checkbox"/> International <input type="checkbox"/> Non applicable <input type="checkbox"/>
Programme :	Conjoint (UNICEF, PNUD, FAO)
Lieu de travail :	Tunis
Durée de l'appui :	6 mois

1- Contexte :

Le projet APAISE-PBF, s'inscrit dans un contexte national marqué par une rareté croissante des ressources en eau en Tunisie, aggravée par les effets du changement climatique, la surexploitation des nappes phréatiques, la dégradation des infrastructures et une gouvernance encore fragmentée. Les épisodes de sécheresse prolongés, les inondations récurrentes et la baisse des niveaux d'eau souterraine accentuent les tensions sociales et économiques, en particulier dans les régions de Gafsa et Kairouan. Ces pressions se traduisent par des inégalités d'accès et une compétition accrue entre secteurs : agriculture, industrie et eau potable et d'autres.

Dans ce contexte, le projet PBF, qui sera mis en œuvre dans les gouvernorats de Gafsa et de Kairouan, vise à promouvoir la cohésion sociale en renforçant la gouvernance locale de l'eau à travers une approche inclusive et participative. Cette vision s'articule sur trois volets principaux : le renforcement et la mise en œuvre des techniques durables permettant l'amélioration de l'utilisation de l'eau, la mise en place de cadres de gouvernance multisectoriels et le développement d'un mécanisme d'alerte précoce capable d'anticiper et de gérer les tensions liées à l'accès et à l'utilisation de l'eau et le changement de comportement des utilisateurs afin d'améliorer l'équité et réduire le gaspillage. L'objectif est de garantir une gestion équitable et durable des ressources hydriques, en intégrant pleinement les femmes et les jeunes dans les processus décisionnels.

Ainsi, FAO, PNUD et UNICEF en collaborations avec les ministères impliquées lancent le recrutement d'un bureau d'étude pour la conduite d'une étude diagnostic approfondi de la situation en vue de mieux cerner les défis liés à l'accès et à la gestion des ressources en eau dans les gouvernorats de Kairouan et de Gafsa.

L'approche visée ne se limite pas à un diagnostic technique, mais devra intégrer les dimensions sociales, institutionnelles et économiques en vue d'informer la gouvernance locale de l'eau et de définir des solutions de gestion équitable et d'utilisation efficiente de l'eau. En mobilisant un bureau d'études spécialisé, les agences partenaires souhaitent garantir la génération de données fiables sur l'accès à l'eau dans les régions de Gafsa et Kairouan, la cartographie des acteurs clés et la proposition d'une plateforme inclusive de dialogue qui permettront d'affiner les interventions de ce projet. La mission couvrira ainsi l'ensemble des gouvernorats de Gafsa et Kairouan.

2- Objectif général :

L'objectif de cette mission est de réaliser une étude diagnostic pour établir l'état des lieux des ressources en eau et les mécanismes de gouvernance de l'eau dans les gouvernorats de Gafsa et Kairouan avant la mise en œuvre du à travers la production des données de référence robustes sur (i) la disponibilité et accès à l'eau, (ii) la gouvernance du secteur et les parties prenantes impliquées, et (iii) l'accès des femmes, notamment des travailleuses agricoles, aux ressources naturelles, afin d'orienter la mise en œuvre et la planification du projet APAISE-PBF.

- **Composante 1** : Conduire un diagnostic intégré et participatif de la disponibilité des ressources en eau, des options de mobilisation des eaux conventionnelles et non-conventionnelles et de l'accès à l'eau, en identifiant les besoins prioritaires, les contraintes et les opportunités dans les gouvernorats de Gafsa et Kairouan avec un focus dans les délégations de Gafsa sud et Ksar à Gafsa et Hajeb laayoun et Sbikha à Kairouan.
- **Composante 2** : Réaliser une cartographie des parties prenantes du secteur de l'eau, afin de structurer la concertation et renforcer la coordination entre les acteurs couvrant toutes les régions de Gafsa et Kairouan à travers une plateforme de dialogue inclusive et des groupes thématiques.
- **Composante 3** : Évaluer l'accès des femmes et des jeunes, notamment des travailleuses agricoles, aux ressources naturelles et à leur gouvernance et proposer un plan d'action dans les gouvernorats de Gafsa et Kairouan avec un focus dans les délégations de Gafsa sud et Ksar à Gafsa et Hajeb laayoun et Sbikha à Kairouan.

3- Objectifs spécifiques :

Composante 1 :

- Évaluer la disponibilité, la qualité et les pressions/menaces pesant sur les ressources en eau conventionnelles et les opportunités pour les eaux non conventionnelles dans les deux régions, avec une cartographie de la situation dans toutes les délégations des deux régions.
- Identifier les principales sources d'eau ainsi que leurs usages.
- Analyser la couverture en eau potable et en assainissement, y compris l'état et la fonctionnalité des infrastructures existantes, avec une désagrégation par milieu (urbain/rural) et par type d'usages (ménages, scolaire et sanitaire).
- Analyser l'accès et l'utilisation des ressources en eau (de surface, souterraine et eau usée traitée) pour l'agriculture et l'industrie locale

- Analyser les compétitions existantes entre les différents usages des ressources en eau (Consommation, en eau potable, agriculture, industrie etc...)
- Evaluer la productivité de l'eau et son l'efficience pour les principaux usages.
- Examiner les solutions existantes d'adaptation au stress hydrique, et à la gestion de l'assainissement autonome.

Proposer un plan d'action comportant les options techniques d'amélioration de l'offre et de la demande et les interventions à prévoir pour le changement de comportement des utilisateurs afin d'améliorer l'accès à l'eau et de réduire le gaspillage

Composante 2 :

- Réaliser une cartographie et une analyse des acteurs locaux et régionaux impliqués dans la gestion et l'utilisation des ressources en eau, en précisant leurs rôles, niveaux d'influence et interactions avec le niveau central avec une attention particulière à la participation des femmes et des communautés vulnérables aux instances de gouvernance et aux processus décisionnels.
- Identifier les risques de tensions communautaires liés à l'accès et à la gestion de l'eau, ainsi que leurs facteurs déclencheurs et établir une cartographie en précisant les zones critiques.
- Analyser le cadre institutionnel et les mécanismes existants de gouvernance, de coordination, d'alerte et de gestion des conflits liés à l'eau, et identifier les lacunes tout en mettant en évidence les modes de gestion équitable existants ou expérimentés.
- Proposer un dispositif local de concertation (incluant des groupes thématiques sectoriels) pour renforcer la coordination, la prise de décision collective et la prévention des conflits.
- Définir des critères de ciblage des localités critiques et proposer une liste priorisée.

Composante 3 :

- Évaluer le niveau de contrôle de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier de l'eau à des fins domestiques et productives, selon une analyse différenciée par sexe.
- Identifier les obstacles structurels, sociaux, économiques et institutionnels limitant l'accès équitable des femmes et des filles aux ressources (eau, terre, intrants et services agricoles).
- Analyser les normes de genre, les dynamiques intra-ménages et les mécanismes de gouvernance influençant la participation des femmes aux instances de gestion de l'eau (notamment les GDAs) et aux processus décisionnels.
- Analyser l'implication des jeunes dans la gestion de l'eau et l'assainissement et les services connexes.
- Formuler des recommandations opérationnelles et un plan d'action sensible au genre visant à renforcer l'accès, le contrôle et la participation des femmes et des jeunes dans la gestion des ressources naturelles et de l'assainissement.

4- Activités à réaliser et livrables :

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un processus de sollicitation conjoint coordonné par UNICEF, en sa qualité d'agence chef de file, en collaboration avec PNUD et FAO. Un seul bureau d'études sera sélectionné pour mettre en œuvre l'ensemble de la mission, en étroite collaboration avec les équipes techniques des trois agences.

La contractualisation se fera toutefois à travers trois contrats distincts (un par agence : UNICEF, PNUD et FAO), chacun correspondant à une composante spécifique du projet. Chaque agence demeurera uniquement responsable de la gestion de son propre contrat, y compris les paiements, le suivi de la

performance du prestataire ainsi que l'ensemble des aspects administratifs et contractuels qui y sont associés.

Cependant, les livrables seront validés par le comité technique composé des trois agences et du ministère de l'agriculture, des ressources hydriques et de la pêche.

4.1- Principales tâches:

Composante 1 :

- Collecter et analyser les données existantes (rapports, statistiques, cartes hydrologiques et hydrogéologiques, études sectorielles).
- Conduire des consultations avec les parties prenantes aux niveaux central et local (institutions, GDAs, agriculteurs, chefs de ménages, femmes, jeunes, services sociaux, société civile, secteur privé).
- Analyser les éléments suivants :
 - Les ressources en eau (disponibilité, qualité, sources, vulnérabilité, usages).
 - Les techniques de conservation des eaux et du sol et les bonnes pratiques de gestion durable des terres en faveur de l'amélioration de la mobilisation de l'eau verte et la fertilité des sols.
 - Les infrastructures hydrauliques et d'assainissement (couverture, état, projets en cours ou planifiés), y compris les solutions d'adaptation au stress hydrique et de gestion de l'assainissement autonome.
 - Le niveau d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement pour différentes catégories (ménage, institutions...) et les principaux défis afférant.
 - Le niveau de productivité de l'eau et son efficacité pour les principaux usages (domestique, agricole, industrie, etc...).
- Élaborer un rapport de diagnostic comprenant :
 - Une évaluation de la disponibilité, la qualité et les pressions/menaces pesant sur les ressources en eau conventionnelles et les opportunités pour les eaux non conventionnelles dans les deux régions, avec une cartographie de la situation dans toutes les délégations des deux régions.
 - Une analyse des données et une cartographie des zones faiblement desservies (eau potable et eau agricole et infrastructures d'assainissement) en précisant les sources d'énergie utilisés.
 - L'identification des critères de vulnérabilité des délégations et des localités liées à l'accès à l'eau et aux services d'assainissement en tenant compte des effets du changement climatique.
 - Etablir un tableau de classification de la vulnérabilité et une carte de vulnérabilité du point de vue de l'accès à l'eau et l'assainissement, des besoins et des opportunités identifiées, dans les 4 délégations pré-identifiées et également dans les autres délégations des deux gouvernorats afin de faciliter une sélection complémentaire d'autres délégations par gouvernorat.
 - Etablir un tableau de performance d'utilisation des ressources en eau du point de vue de l'efficacité et de la productivité de l'eau pour les principaux usages identifiés dans les deux régions/ gouvernorat et délégations du projet.
 - Une revue critique des interventions prévues dans le projet et des propositions d'ajustement fondées sur les résultats du diagnostic y compris des consultations des acteurs locaux.

- Des recommandations stratégiques et opérationnelles couvrant les dimensions techniques (eau et assainissement), sociales (inclusion, participation des groupes vulnérables, notamment femmes et jeunes) et de communication, en vue d'optimiser la mise en œuvre du projet.

Un atelier de restitution sur la composante 1 sera animé par le bureau d'études.

Composante 2 :

a) Cartographie et analyse des acteurs

Le bureau d'études réalisera une cartographie exhaustive des acteurs locaux et régionaux impliqués dans la gestion et l'utilisation des ressources en eau. Cette analyse visera à identifier toutes les parties prenantes pertinentes, y compris les autorités locales, les représentants des ministères concernés (Agriculture, Ressources Hydrauliques et Pêche (MARHP), Environnement, Éducation, Santé, Industrie Mine et Énergie (MIME)), les organisations de la société civile, les associations d'usagers de l'eau, ainsi que les acteurs du secteur privé et agricole, tels que les industries extractives à Gafsa et les exploitations agricoles et de production d'eau minérale à Kairouan.

A rappeler que la mission sera mise en œuvre à l'échelle régionale dans les gouvernorats de Kairouan et de Gafsa, tout en intégrant un focus opérationnel approfondi au niveau de quatre sites pilotes, à savoir deux dans chaque gouvernorat. Ce focus concernera spécifiquement les délégations de Gafsa Sud et Ksar dans le gouvernorat de Gafsa, ainsi que Hajeb Laayoun et Sbikha dans le gouvernorat de Kairouan.

L'approche méthodologique devra articuler deux niveaux d'analyse complémentaires : (i) un niveau régional permettant d'appréhender les dynamiques de gouvernance de l'eau dans les gouvernorats de Kairouan et de Gafsa, et (ii) un niveau local approfondi centré sur les délégations pilotes de Gafsa Sud, Ksar, Hajeb Laayoun et Sbikha, afin d'identifier les spécificités, les dynamiques d'acteurs et les enjeux opérationnels propres à ces territoires.

Le mapping sera donc réalisé à l'échelle régionale dans les gouvernorats de Kairouan et de Gafsa, et sera complété par une analyse plus détaillée et contextualisée au niveau des délégations pilotes de Gafsa Sud, Ksar, Hajeb Laayoun et Sbikha, permettant d'identifier de manière fine les acteurs locaux, leurs interactions, leurs rôles et leurs dynamiques spécifiques.

Pour chaque acteur, l'étude précisera :

- Rôle et responsabilités dans la gestion de l'eau et l'assainissement et la prévention des conflits liés aux ressources hydriques ;
- Intérêts et attentes, y compris en matière d'accès, de gestion et de partage des ressources ;
- Niveau d'influence et de pouvoir décisionnel sur les questions liées à l'eau ;
- Relations avec les autres acteurs, en mettant en évidence les synergies potentielles, les collaborations existantes, ainsi que les tensions ou conflits pouvant influencer le processus de gouvernance ;
- Risques et opportunités liés à leur participation, notamment en termes de conflits d'intérêts ou d'influence sur les décisions locales.

Une attention particulière sera portée à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables.

Le mapping devra être présenté sous une forme structurée et accessible, avec une cartographie complète visuelle des acteurs, des tableaux synthétiques précisant leur rôle, leur influence et leurs relations, et un rapport analytique narratif décrivant les dynamiques locales, les opportunités de collaboration et les points de vigilance pour la gouvernance de l'eau.

Un atelier de restitution de la cartographie et analyse des acteurs sera mené par le bureau d'études.

b) Développement de la plateforme de dialogue

Sur la base du diagnostic, le bureau d'études proposera un modèle opérationnel de plateforme de dialogue locale et régionale visant à renforcer la concertation et la coordination entre les acteurs, soutenir la prise de décision participative et prévenir et gérer les conflits liés à l'eau.

La plateforme de dialogue réunira les autorités locales, agences publiques, acteurs du secteur privé, représentants de la société civile et communautés vulnérables, créant un lieu où chaque voix peut être entendue et où chaque enjeu peut être discuté de manière transparente. Ce dialogue continu servira aussi de baromètre préventif, identifiant les tensions et les intérêts divergents avant qu'ils ne se transforment en conflits, et facilitant ainsi la médiation.

Enfin, elle jouera un rôle stratégique dans la capitalisation et le partage des bonnes pratiques, en rassemblant les leçons tirées sur le terrain et en les traduisant en recommandations concrètes pour la gouvernance locale de l'eau.

La plateforme sera conçue selon une architecture multi-niveau, intégrant une dimension régionale couvrant les gouvernorats de Kairouan et de Gafsa, ainsi qu'une déclinaison opérationnelle au niveau des sites pilotes (Gafsa Sud, Ksar, Hajeb Laayoun et Sbikha), permettant de tester, affiner et opérationnaliser les mécanismes de dialogue dans des contextes locaux spécifiques.

La proposition inclura :

- Une structure de gouvernance (charte, rôles, responsabilités et objectifs) ;
- Des modalités de fonctionnement (fréquence des réunions, outils de communication) ;
- Des mécanismes assurant la participation effective des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables ;
- Des dispositions garantissant la durabilité et la capitalisation des résultats.

Un atelier de restitution sur la conception de la plateforme de dialogue sera mené par le bureau d'études.

c) Mise en place de groupes thématiques

Pour assurer l'efficacité du dialogue et répondre aux enjeux spécifiques, la plateforme s'articulera autour de groupes thématiques dédiés.

Ces groupes thématiques seront structurés de manière à refléter les priorités identifiées à l'échelle régionale, tout en intégrant des problématiques spécifiques issues des délégations pilotes de Gafsa Sud, Ksar, Hajeb Laayoun et Sbikha, afin d'assurer une articulation efficace entre les niveaux stratégique et opérationnel.

Ces groupes permettront de concentrer les discussions sur des sujets clés tels que et d'une manière non exhaustive :

- Eaux potable et agricole et allocation équitable de l'eau y compris la responsabilité sociétale, l'adaptation au changement climatique et le suivi des ressources hydriques
- Cohésion sociale et prévention des conflits liés à l'eau

Chaque groupe sera composé de représentant des institutions, de représentants des communautés locales, de femmes et de jeunes, et du secteur privé, et échangera de manière participative pour identifier les défis, proposer des solutions concrètes et élaborer des recommandations stratégiques pour la plateforme (selon le montage institutionnel qui sera proposé par le bureau d'études). Les groupes thématiques fonctionneront selon un calendrier régulier de réunions, intégrant des visites de terrain et des échanges sur les bonnes pratiques.

Le bureau d'études devra démontrer clairement comment chaque groupe contribue à :

- Réduire les risques de conflits communautaires autour de la ressource eau.
- Renforcer la confiance entre institutions et citoyens.
- Promouvoir la transparence dans la gestion des ressources.
- Contribuer à corriger les asymétries de pouvoir et à renforcer la cohésion sociale.

Le bureau d'études devra :

- Identifier les enjeux prioritaires pour chaque groupe thématique.
- Définir le mandat, la composition et les règles de fonctionnement de chaque groupe.
- Assurer la représentativité équilibrée des femmes et des jeunes.
- Proposer des formations pour les facilitateurs des groupes thématiques aux techniques de médiation et résolution de conflits.
- Organiser des sessions pilotes sous forme d'atelier et ajuster la structure selon les retours des participants.
- Définir un système de suivi et de reporting pour chaque groupe thématique.
- Le bureau d'études devra expliciter un mécanisme de remontée d'alertes précoces vers la plateforme de dialogue en cas de tensions émergentes.
- Enfin, le bureau d'étude devra proposer une feuille de route structurée.

d) Élaboration du rapport stratégique et de la feuille de route

Le bureau d'études produira un rapport final intégrant :

- Les résultats du mapping et des analyses.
- La proposition de plateforme de dialogue et des groupes thématiques.
- Des recommandations stratégiques et opérationnelles.
- Une feuille de route pour la mise en œuvre.

Composante 3:

a) Revue documentaire et cadrage analytique

Le bureau d'études réalisera une revue approfondie des documents existants, incluant :

- Politiques sectorielles nationales (eau, assainissement, agriculture, terres, genre).
- Évaluations existantes des genres, études agricoles et du secteur de l'eau.
- Statistiques nationales désagrégées par le sexe, données de l'ONU et publications académiques pertinentes.
- Documents spécifiques au projet.

Cette revue permettra d'identifier les lacunes, notamment concernant les informations désagrégées par le sexe sur la propriété foncière, l'accès à l'irrigation, les charges de collecte d'eau, la participation aux Associations d'usagers d'eau ou Groupement de Développement Agricole, etc.

b) Rapport d'initiation

- Élaborer un rapport d'initiation, incluant :
 - Méthodologie détaillée (outils qualitatifs et quantitatifs).
 - Stratégie d'échantillonnage garantissant l'inclusivité de genre et la représentation des groupes vulnérables.
 - Considérations éthiques et garanties.
 - Plan de travail et calendrier (alignés sur la durée recommandée de 6 à 9 semaines).

c) Collecte de données primaires

Le bureau d'études mènera une collecte de données sensible au genre à travers :

- Des entretiens avec informateurs clés (institutions, GDAs, organisations agricoles, OSC, etc.)
- Des discussions de groupe (FGD) désagrégées par sexe (division du travail, charges du temps, accès à l'irrigation, la prise de décision, les responsabilités de collecte de l'eau)
- Des entretiens individuels approfondis (études de cas)
- Des enquêtes ménages/individuelles
- Des observations de terrain (usages de l'eau, systèmes d'irrigation, gouvernance locale).

d) Analyse des données

Le bureau d'études conduira une analyse sensible au genre portant sur :

- Les différences d'accès, d'utilisation et de bénéfices entre femmes et hommes ;
- Les causes structurelles des inégalités ;
- Les dimensions intersectionnelles (âge, statut socio-économique, etc.) ;
- La participation des femmes dans la gouvernance de l'eau.

e) Rapport final et recommandations

Le bureau d'études produira un rapport d'analyse comprenant :

- Résumé exécutif.
- Contexte pays, régions et secteur (agriculture, terres, eau, genre).
- Résultats sur le genre et l'agriculture.
- Résultats sur le genre et l'eau (domestique et productif).
- Analyse des barrières, inégalités et écarts de gouvernance.
- Recommandations fondées sur des preuves et plan d'action proposé pour les programmes

Consolidation des trois composantes

- Rapport consolidé des trois composantes.
- Animation d'un atelier national de restitution pour les études réalisées dans les trois composantes.

Validation et diffusion

- Présenter les conclusions préliminaires aux trois agences puis aux autres parties prenantes (gouvernement, GDA, OSC, représentants communautaires, groupes de femmes, groupes de jeunes).
- Facilitez des ateliers de validation afin que les voix des femmes soient exprimées.
- Intégrez les retours dans le rapport final.

- Elaborer le rapport final et synthétique de l'étude globale avec les recommandations intégrées des trois composantes.

4-2-Livrables :

Composante 1 :

1. Méthodologie détaillée, y compris le chronogramme
2. Rapport de revue bibliographique et consultation d'experts et acteurs des secteurs concernés.
3. Tableaux analytiques et cartographie des zones vulnérables en termes d'accès à l'eau et gestion des ressources hydriques
4. Rapport de la composante 1, y compris les recommandations (analyse complète avec annexes techniques)
5. Présentation synthétique des résultats et recommandations aux parties prenantes

Composante 2 :

1. Base de données structurée des acteurs identifiés, accompagnée de fiches détaillées par acteur.
2. Cartographie visuelle des relations, dynamiques de pouvoir et influence.
3. Rapport analytique du mapping comprenant une partie relative aux recommandations pour la plateforme et les groupes thématiques.
4. Rapport conceptuel détaillé de la plateforme de dialogue.
5. Plan opérationnel des groupes thématiques avec une approche prévention des conflits et consolidation de la paix.
6. Rapport final stratégique de la composante 2, recommandations et feuille de route.

Composante 3 :

1. Rapport d'initiation, incluant méthodologie, outils, échantillonnage et plan de travail.
2. Résumé de la revue documentaire, incluant les lacunes identifiées et l'analyse des données secondaires.
3. Outils de collecte de données : KII, FGD, guides d'entretien et questionnaire d'enquête adaptés au contexte.
4. Rapport de mission sur le terrain résumant les activités de collecte de données et les résultats préliminaires.
5. Projet de rapport d'évaluation comprenant une analyse complète, des études de cas, une cartographie des parties prenantes et des recommandations.
6. Rapport d'atelier de validation, présentation et résumé des retours.
7. Rapport final d'évaluation, intégrant toutes les contributions et incluant :
 - Recommandations adaptées au genre.
 - Plan d'action concret pour améliorer l'accès des femmes aux ressources naturelles, y compris l'eau.
 - Annexes (outils, ensembles de données, liste des informateurs, etc.).

Restitution des 3 composantes :

1. Rapport global de l'étude incluant les trois composantes
2. Rapport d'atelier national de restitution des résultats des 3 composantes
3. Rapport synthétique de l'étude y compris les recommandations des trois composantes et une révision du plan de travail du projet

5- Critères de qualification du bureau d'études et de son équipe :

a- Profil du bureau d'études :

Cette consultation s'adresse aux bureaux d'études ayant une expertise en développement rural, gouvernance institutionnelle, analyse socio-économique et inclusion sociale qui peuvent justifier les capacités ci-dessous :

- Expériences d'au moins 6 ans dans la conduite des études relatives au développement rurale, à la gouvernance institutionnelle, à l'analyse socio-économique et à l'inclusion sociale
- Expérience justifiée dans les domaines de gestion des ressources en eau, d'hydrologie, hydrogéologie, développement rurale, agronomie, socio-économie, gouvernance institutionnelle et inclusion sociale avec un focus genre ;

b- Équipe du bureau d'études :

Le bureau sélectionné doit être dûment enregistré et autorisé à exercer dans le domaine en Tunisie. Il travaillera avec les trois agences sous forme de trois contrats mais dans le cadre d'une seule mission intégrée et complémentaire coordonnée par un seul chef d'équipe spécialisé en développement rural avec une expertise avérée en gestion des ressources en eau.

Le chef d'équipe assurera la coordination globale de la mission et veillera à l'harmonisation des approches dans l'ensemble des livrables. Chaque expert, au-delà de sa composante spécifique, contribuera de manière transversale aux travaux et aux productions des autres volets, garantissant ainsi une cohérence technique et une complémentarité des résultats. Cette dynamique collaborative permettra de consolider les analyses et de renforcer la qualité des livrables finaux. Chaque composante donnera lieu à un contrat distinct, précisant les expertises mobilisées. Chaque composante devra présenter en-tête les domaines de compétences requis, détaillés par composante comme suit :

Chef d'équipe :

Un(e) expert(e) en développement rural, disposant d'une solide formation en gestion des ressources en eau :

- Un diplôme universitaire (Master ou équivalent) en génie rural, ingénierie hydraulique, hydrologie, gestion des ressources en eau ou domaine connexe
- Minimum 10 ans d'expérience dans le secteur du développement rural
- Avoir gérée au moins 4 missions intégrées dans le domaine du génie rural et de la gestion des ressources en eau
- Une expérience de conduite d'au moins 2 missions de diagnostic et état des lieux dans le domaine du génie rural et de la gestion des ressources en eau

Composante 1 :

Un(e) expert(e) dans la gestion des ressources en eau avec :

- Un diplôme universitaire (Master ou équivalent) en hydrologie ou hydrogéologie, ingénierie hydraulique, génie rural, agronomie, environnement, développement rural ou domaine connexe.
- Minimum 7 ans d'expérience dans le secteur Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) ou gestion

des ressources en eau.

- Avoir participé à au moins 3 missions similaires à celle-ci en diagnostic technique, analyse institutionnelle, et planification stratégique.
- Une expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans la mise en œuvre d'approches participatives et de consultations des parties prenantes (communautés, autorités locales, GDAs), dûment justifiée par des attestations ou certificats.
- Une expérience en analyse des données des ressources en eau et socio-économiques.
- Une maîtrise des outils de cartographie SIG et gestion de bases de données justifiée
- Une connaissance des normes et standards internationaux et nationaux en matière gestion des ressources en eau à préciser clairement dans le CV.

Composante 2 :

i. Un (e) expert (e) en développement de plateforme de dialogue en gouvernance de l'eau

Minimum Master ou équivalent dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Gestion des ressources en eau ;
- Gouvernance publique / politiques publiques ;
- Développement territorial ;
- Sciences sociales (sociologie, science politique) ;
- Organisation communautaire

Minimum 7 ans d'expérience professionnelle pertinente ;

Expérience spécifique :

- Au moins deux références en structuration de mécanismes de coordination entre institutions publiques, société civile et secteur privé ;
- Au moins deux références en conception ou appui à des dispositifs de gouvernance locale ou territoriale ;
- Au moins deux références en conception et opérationnalisation de plateformes de dialogue ou cadres de concertation ;
- Au moins une référence en animation de processus participatifs complexes ;

ii. Un(e) expert(e) en développement socio-économique, en développement local et durable, ainsi qu'en analyse des impacts des risques climatiques, disposant de :

- Diplôme universitaire (Master ou équivalent) dans un domaine pertinent, notamment : anthropologie sociale, sociologie, agronomie, gestion des ressources en eau, développement rural (économie et gestion), environnement, développement durable, développement local ou gestion des ressources en eau.
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle pertinente dans la gestion des ressources naturelles, incluant des dimensions de gouvernance, de planification territoriale et de développement local, avec une attention particulière aux enjeux transversaux tels que le genre et l'inclusion.
- Expérience avérée en conception de programmes, en facilitation de processus de concertation multi-acteurs et en résolution des conflits.

- Minimum comme références professionnelles : ayant participé à 5 études similaires en rapport avec les thématiques sociologiques, agronomie, ressource en eau, conception de programmes de gouvernance, développement local, gestion de ressources naturelles.

Composante 3 :

Un(e) expert(e) en genre et développement rural, avec :

- Diplôme avancé (Master ou équivalent) en études de genre, sociologie, développement rural, économie agricole, organisation communautaire ou domaines connexes.
- Minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans les études de genre, les secteurs politique/institutionnels, de préférence auprès du gouvernement ou d'organisations internationales.
- Au moins trois expériences dans le développement de cadres institutionnels et/ou manuels opérationnels, et dans la facilitation de comités multisectoriels.
- Expérience avérée (minimum trois références) de travail en contextes de développement rural, incluant la conception et/ou la mise en œuvre d'interventions, idéalement dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

6- Présentation des offres

Les cabinets intéressés par cet appel d'offre sont invités à soumettre une proposition technique et une proposition financière.

a) Offre technique :

La proposition technique devra obligatoirement contenir les éléments suivants, au risque de ne pas être considérée pour l'évaluation :

- La copie du registre national de l'entreprise ou une copie d'immatriculation fiscale de la société.
- Une brève présentation du bureau mettant en évidence les expériences similaires à cette consultation (prière vous limiter aux expériences pertinentes pour cette consultation). **5 pages maximum.**
- Une note méthodologique de la conduite de la mission, y compris le chronogramme associé
- Les diplômes, certificats et CVs des experts proposés pour la mission en indiquant clairement la position et les responsabilités de chacun dans la mission
- Des références de missions antérieures similaires ou en lien avec le domaine de travail.

Offre technique	130 points
Expérience du bureau (10 points)	
<ul style="list-style-type: none"> • Minimum 6 ans d'expérience dans la conduite des études relatives au développement rurale, à la gouvernance institutionnelle, à analyse socio-économique et à l'inclusion sociale <ul style="list-style-type: none"> ○ < 6 ans. 0 pts ○ 6 à 8 ans..... 2,5 pts ○ >8 ans 5 pts • Au moins 5 références dans l'application ou la mise en œuvre de projets dans les domaines de gestion des ressources en eau, d'hydrologie, hydrogéologie, développement rurale, 	10

<p>agronomie, socio-économie, gouvernance institutionnelle et inclusion sociale avec un focus genre : 1 point par référence avec un maximum de 5 points</p>	
<p>Équipe du bureau d'études (120 points)</p>	
<p>Chef d'équipe : Expert(e) en développement rural avec une expertise avérée dans la gestion des ressources en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un diplôme universitaire (Master ou équivalent) en génie rurale, ingénierie hydraulique, hydrologie, gestion des ressources en eau ou domaine connexe..... 6 pts • Expérience dans le secteur de développement rural <ul style="list-style-type: none"> ○ > 15ans.....3 pts ○ 13 à 15 ans..... 2 pts ○ 10 à 12 ans..... 1 pts • Expérience dans la gestion des missions intégrées dans le domaine du génie rurale et de la gestion des ressources en eau <ul style="list-style-type: none"> ○ >8 missions3 pts ○ 6 à 8 missions2 pts ○ 4 à 5 missions1 pts • Expérience de conduite et coordination de missions de diagnostic et état des lieux dans le domaine du génie rurale et de la gestion des ressources en eau <ul style="list-style-type: none"> ○ > 5 missions3 pts ○ 3 à 4 mission..... 2 pts ○ 2 à 3 missions1 pts 	<p>15</p>
<p>Composante 1 : Expert dans la gestion des ressources en eau/hydrologie/ hydrogéologie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire (Master ou équivalent) en hydrologie ou hydrogéologie, ingénierie hydraulique, génie rural, environnement, développement rural ou domaine connexe..... 5 pts • Maîtrise justifiée des outils SIG et cartographie :..... 1 pts • Expérience dans le secteur EHA / gestion des ressources en eau <ul style="list-style-type: none"> ○ ≥13ans 3 pts ○ 10 à 12 ans 2 pts ○ 7 à 10 ans: 1 pts • Réalisation de diagnostics techniques et institutionnels similaires 5 pts maximum, 1 points par projet à partir de 3 projets • Expérience en consultation participative avec communautés et parties prenantes :..... 2 pts maximum, 1 point par projet (certificat) • Expérience justifiée dans l'analyse des données sur les ressources en eau et socio-économiques.....2 pts maximum, 1 point par projet (certificat) • Expérience justifiée dans l'élaboration des rapports stratégiques et plans opérationnelles 2 pts maximum, 1 point par rapport 	<p>20</p>
<p>Composante 2 : 1- Expert (e) en gouvernance participative de l'eau et plateformes de dialogues</p>	<p>20</p>

- Diplôme universitaire, Master ou ingénieur dans un domaine pertinent, notamment : Gestion des ressources en eau, Gouvernance publique / politiques publiques, Développement territorial et Sciences sociales (sociologie, science politique).
 - Licence Maitrise**0 pts**
 - Ing/Master.....**3 pts**
 - Doctorat /PhD **5 pts**
- Avoir au moins 07 ans d'expérience professionnelle pertinente dans des domaines liés à la gouvernance participative de l'eau.
 - <7 ans **0 pts**
 - =7 ans**3 pts**
 - > 7 ans**5 pts**
- Références en structuration de mécanismes de coordination entre institutions publiques, société civile et secteur privé
 - 0 références **0 Pts**
 - Une référence **2 pts**
 - Deux références.....**3 pts**
- Références en conception ou appui à des dispositifs de gouvernance locale ou territoriale
 - 0 références **0 Pts**
 - Une référence **1 pts**
 - Deux références..... **2 pts**
- Références en conceptions et opérationnalisation de plateformes de dialogue ou cadres de concertation :
 - 0 références **0 Pts**
 - Une référence **2 pts**
 - Deux références.....**3 pts**
- Référence en animation de processus participatifs complexes ;
 - 0 références **0 Pts**
 - Une référence **2 pts**

2- Expert(e) en développement socio-économique, gouvernance et concertation

- Diplôme universitaire (Master ou équivalent) dans un domaine pertinent, notamment : anthropologie sociale, sociologie, agronomie, gestion des ressources en eau, développement rural (économie et gestion), environnement, développement durable, développement local ou gestion des ressources naturelles.
 - Licence Maitrise ...**0 pts**
 - DEA/Maste **3 pts**
 - Doctorat /PhD**5 pts**
- Avoir au moins 03 ans d'expérience professionnelle confirmée dans des domaines liés aux réformes institutionnelles et juridiques dans l'environnement et dans le développement durable
 - <7 ans **0 pts**

<ul style="list-style-type: none"> ○ =7 ans 3 pts ○ <7 ans 5 pts • Références dans la réalisation d'analyses institutionnelles, cartographie des acteurs et/ou dispositifs de gouvernance : <ul style="list-style-type: none"> ○ 0 référence 0 Pts ○ Entre 1 et 3 références 2 pts ○ Entre 3 et 5 références. 4 pts • Deux références en facilitation de processus participatifs, concertation multi-acteurs ou plateformes de dialogue : <ul style="list-style-type: none"> ○ 0 Références 0 Pts ○ Une référence..... 1 pt ○ Deux références..... 2 pts • Trois références en analyse des risques de conflits, cohésion sociale ou médiation communautaire : <ul style="list-style-type: none"> ○ 0 références..... 0 Pts ○ Entre 1 et 3 références 1 pts ○ Plus que trois références.. 2 pts • Deux références justifiées dans l'élaboration de rapports stratégiques et recommandations opérationnelles : <ul style="list-style-type: none"> ○ 0 Références 0 pts ○ Une référence..... 1 pts ○ Deux références..... 2 pts 	
<p>Composante 3 : Expert(e) en genre et inclusion et développement rural</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire (Master ou équivalent) en études de genre, sociologie, développement rural, économie agricole ou domaine connexe..... 3 points maximum Master/ingénieur: 2 points ; Doctorat: 3 points • Expérience professionnelle en analyse genre et inclusion dans les secteurs du développement (gouvernance, agriculture, eau, développement rural) : <ul style="list-style-type: none"> ○ ≥ 7 ans : 3 pts ○ 5 à 7 ans : 2 pts ○ 5 ans : 1 pt • Expérience avérée dans la réalisation d'études genre, diagnostics ou analyses socio-économiques similaires 4 pts maximum, 1 point par projet (certificat) • Expérience en développement de cadres institutionnels, outils opérationnels et/ou facilitation de processus multi-acteurs.... 3 pts maximum, 1 point par référence (certificat) • Expérience dans des contextes de développement international, idéalement dans les secteurs agriculture, eau ou développement rural..... 2 pts maximum, 1 point par expérience (certificat) 	15

<ul style="list-style-type: none"> • Note méthodologique détaillant les trois composantes, chacune faisant l'objet d'un chapitre distinct, ainsi qu'un quatrième chapitre présentant leur articulation, leur cohérence d'ensemble et leurs points d'intersection 20 pts • Chronogramme de réalisation de mission cohérent à la demande et permettant une mise en œuvre dans les délais..... 10 pts 	30
TOTAL	130 points

7- Modalités de paiement :

Les paiements seront effectués sur la base de trois contrats distincts, chacun correspondant à une composante. Sur la base des livrables validés, chaque agence procédera aux paiements selon la pondération suivante :

Livrables/tache	Durée	(%) de la tranche correspondante
Composante 1		
La note méthodologique détaillée de la consultation avec les parties prenantes comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • Un calendrier détaillé des consultations • Tous les outils techniques proposé pour la consultation tel que les questionnaires, présentation etc 	15 jours	10%
Rapport de la revue bibliographique et consultations des acteurs des niveaux central et local.	1 mois	20%
Rapport de diagnostic consolidé et complet y compris les tableaux analytiques et les cartographies des zones critiques.	1 mois	35%
Présentation synthétique des résultats de l'analyse et des recommandations.	10 jours	25%
Contribution au rapport de l'étude et de restitution nationale.	5 jours	5%
Composante 2 :		
Mapping des acteurs : base de données, cartographie, rapport analytique.	2 mois	30%
Conception de la plateforme : note conceptuelle, charte, règlement, plan opérationnel.	1.5 mois	25%
Création et sessions pilotes des groupes thématiques : mandats, listes membres, rapports des sessions pilotes.	1 mois	20%
Consolidation et recommandations finales : Rapport final de la composante, recommandations opérationnelles et roadmap.	40 jours	15%
Contribution au rapport de l'étude et de restitution nationale.	5 jours	5%
Composante 3		
Rapport d'initiation, incluant méthodologie, outils, échantillonnage et plan de travail.	15 jours	0 %
Résumé de la revue documentaire, incluant les lacunes identifiées et l'analyse des données secondaires. Outils de collecte de données adoptés : KII, FGD, guides d'entretien et questionnaire d'enquête adaptés au contexte.	15 jours	10%
Rapport de missions sur le terrain résumant les activités de collecte de données et les résultats préliminaires.	2 mois	40%
Projet de rapport d'évaluation comprenant une analyse complète, des études de cas, une cartographie des parties prenantes et des recommandations.	25 jours	45%

Rapport de l'atelier de validation, présentation et résumé des retours.		
Rapport final d'évaluation, intégrant toutes les contributions et incluant : <ul style="list-style-type: none"> • Recommandations adaptées au genre. • Plan d'action concret pour améliorer l'accès des femmes aux ressources naturelles, y compris l'eau. • Annexes (outils, ensemble de données, liste des informateurs, etc.) 		
Contribution au rapport global de l'étude et à de restitution nationale	5 jours	5% de chaque composante

Les propositions devront être soumises dans deux fichiers distincts (l'offre technique et l'offre financière) dans deux courriels distincts. Les deux fichiers constituent le dossier de soumission de l'agence.

La soumission sera faite par courriel, à l'adresse suivante : supplytunisia@unicef.org

8- Évaluation des offres

Seuls les bureaux d'études qui présentent une offre couvrant des trois composantes seront évalués.

Seuls les bureaux d'études qui obtiennent une note technique de 90 points seront évalués financièrement. L'évaluation sera conduite par un comité technique composé de membres des trois agences, sur la base du tableau d'évaluation présenté ci-dessus et d'une méthodologie et grille d'évaluation conjointes.

La pondération de la note est de 70 % pour l'offre technique et 30 % pour l'offre financière.

9- Gestion de la mission :

Le cabinet retenu travaillera sous la supervision conjointe des trois agences des Nations Unies, chacune étant responsable d'une composante spécifique :

- UNICEF pour la composante 1
- PNUD pour la composante 2
- FAO pour la composante 3

Cet appel d'offres aboutira à la signature de trois contrats distincts, chacun établi avec l'agence responsable de la composante correspondante. La réalisation des trois composantes sera conduite dans le cadre d'une seule mission intégrée et coordonnée, garantissant la complémentarité des approches et la cohérence des livrables. Cette organisation permettra de mieux comprendre le contexte spécifique des régions ciblées (Gafsa et Kairouan) et d'assurer que les diagnostics techniques, institutionnels et sociaux convergent vers des résultats harmonisés et exploitables. La coordination générale sera assurée par le chef d'équipe du bureau d'études. Il veillera à l'articulation fluide entre les différentes expertises mobilisées, à la synchronisation des activités et à la consolidation des livrables. Chaque expert assumera le rôle de chef de file technique pour sa composante, mais

participera également de manière transversale aux travaux et livrables des autres composantes, afin de renforcer la complémentarité des analyses et d'assurer une cohérence technique sur l'ensemble de la mission.

La validation des livrables se fera conjointement par les trois agences et les partenaires gouvernementaux, tandis que les paiements seront effectués par l'agence en charge de chaque composante. Cette approche intégrée favorisera une lecture transversale des enjeux et garantira que les recommandations finales soient cohérentes, complémentaires et directement opérationnelles pour les partenaires et les parties prenantes locales.